



HAL
open science

L'évolution de la politique familiale en Russie : d'une politique sociale à une politique traditionaliste

Svetlana Russkikh

► **To cite this version:**

Svetlana Russkikh. L'évolution de la politique familiale en Russie : d'une politique sociale à une politique traditionaliste. *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, 2022, 2 (2), pp.125-154. 10.3917/receo1.522.0125 . hal-03818287

HAL Id: hal-03818287

<https://hal.science/hal-03818287v1>

Submitted on 17 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'évolution de la politique familiale en Russie d'une politique nataliste à une politique traditionaliste*

Svetlana Russkikh
Université de Paris (Cerlis)

Résumé

Cet article propose une analyse de l'évolution de la politique familiale russe depuis la dissolution de l'URSS jusqu'à nos jours. À la chute de l'URSS, la limite des ressources du pays amène le gouvernement à passer d'une politique familiale universelle à une politique ciblant les familles vulnérables. Dans les années 2000, en pleine crise démographique, l'État incite les femmes à suivre une norme reproductive (avoir au moins deux enfants) par le biais d'allocations attribuées en fonction du nombre d'enfants. Puis, le gouvernement étend sa norme aux relations entre les membres de la famille et s'engage dans les années 2010 dans une campagne valorisant un modèle familial (couple hétérosexuel marié avec trois enfants) explicitement qualifié de « traditionnel ». À partir de l'exemple de la Russie, cette analyse tend vers une meilleure compréhension des mécanismes sociologiques pouvant influencer l'évolution des politiques familiales.

Mots clés politique familiale, politique publique, soutien à la famille, famille, Russie

Introduction

Tous les pays présentent un cadre juridique pour réguler la vie privée et organiser la vie des ménages (Damon, 2007). Toutefois, parce que la frontière entre ces politiques concernant la famille et les autres aspects de l'action

*Publié dans : Russkikh, Svetlana (2021) "L'évolution de la politique familiale en Russie: d'une politique nataliste à une politique traditionaliste". *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 2, no 2, p. 125-154.

publique est floue, Martin (1999) argue qu'il est difficile de donner une définition formelle de la politique familiale. Tout comme il est difficile de définir la politique familiale par rapport aux autres actions publiques, il est également ardu de donner une description universelle des mesures introduites au titre d'une politique familiale. En ce qui concerne l'Europe de l'Est, Lefèvre (2005) souligne que «[l'o]n ne peut pas non plus parler de politique familiale unique et homogène d'un pays de l'Est à l'autre. De grandes différences, liées notamment au degré d'industrialisation, au facteur religieux et aux conceptions culturelles du rôle de la famille et de la mère ont persisté». Cette hétérogénéité des mesures peut s'expliquer par le fait que, selon Damon (2006), la politique familiale se fonde généralement sur la tentative de répondre à deux questions coexistantes : la question démographique et la question sociale. Sur le plan démographique, il s'agit d'augmenter la population par la mise en place de mesures incitatives destinées à influencer les comportements des couples à l'égard de la procréation, alors que sur le plan social, il s'agit de corriger les inégalités sociales entre les familles. Chaque politique familiale se place dans un espace dont les extrêmes sont définis par ces deux problématiques.

Sans parvenir à donner une définition qui exclurait tout autre type d'action publique, Fagnani (1993) propose d'inclure la politique familiale dans la description suivante :

« Par politique familiale, on peut entendre toutes les mesures inscrites dans un cadre législatif, prises par les pouvoirs publics (à quelque niveau que ce soit, national, régional ou local) et affectant – directement ou indirectement – le mode de vie, le niveau de vie et, de façon plus générale, le “bien-être” des familles. »

Fagnani, 1993, p. 87.

Dans cet esprit, j'admets dans cet article que la notion de politique familiale désigne un ensemble de mesures dont l'objectif est de modifier les paramètres quantitatifs ou qualitatifs de la famille.

L'objectif de ce travail est d'analyser l'évolution de la politique familiale russe entre 1991 et 2021 au prisme des droits accordés aux familles. Dans un premier temps, je montre que la politique familiale des années 1990 peut être qualifiée de sociale dans la mesure où le gouvernement concentre ses ressources limitées en ciblant avant tout les familles vulnérables. Dans un deuxième temps, j'argue que la crise démographique¹ amène le gouvernement à introduire dans les années 2000 des mesures natalistes pour inciter

1. Cette crise se traduit par une diminution significative de la population due à la

toutes les femmes à procréer. Enfin, je montre dans un troisième temps que l'interventionnisme de l'État dans les affaires familiales s'étend à partir des années 2010 aux aspects qualitatifs de la famille en prônant un modèle reposant sur des valeurs habituellement portées par l'Église.

Cet article se base sur trois sources de données : des documents juridiques, des discours politiques et des données statistiques. Les sources juridiques présentent les modalités de la politique familiale en Russie. Il s'agit de lois, de décrets et d'ordres au niveau fédéral dont l'analyse permet de définir les objectifs revendiqués de cette politique. Les discours annuels du président, Vladimir Poutine ou Dmitri Medvedev, au Parlement permettent quant à eux d'analyser les motivations politiques et idéologiques du gouvernement russe. Enfin, les statistiques de cadrage² sont utilisées ponctuellement, en complément de la littérature scientifique, afin d'aborder la situation socio-démographique en Russie dans laquelle se développe la politique familiale. Ce travail est également le résultat de plusieurs enquêtes de terrain réalisées dans le cadre de ma thèse entre 2015 et 2018 dans trois régions de Russie (la république d'Oudmourtie, la république du Tatarstan et la région d'Oulianovsk).

1 Une politique sociale en faveur de la réduction des inégalités

Durant ses soixante-quatorze années d'existence, l'URSS développa une politique familiale relativement stable marquée par un souci d'universalité et d'égalité entre les hommes et les femmes. Après la chute de l'URSS, la Russie entra dans une crise politique et économique qui se traduisit par une diminution significative de la population et un important appauvrissement des familles. Ces changements traversés par le pays furent source d'instabilité pour tous les niveaux de la société. La limite des ressources du pays conduisit le gouvernement à passer d'une politique familiale universelle à une politique familiale privilégiant les foyers vulnérables pour l'attribution des prestations sociales.

conjonction d'une natalité basse et d'une mortalité particulièrement élevée. En effet, pour la première fois en temps de paix, en 1992 on enregistre en Russie plus de décès que de naissances. L'indice conjoncturel de fécondité atteint son point le plus bas en 1999 (1,2 naissance par femme). C'est le seul pays au monde qui connaît un déclin démographique d'une telle ampleur en temps de paix (Radvanyi & Laruelle, 2016).

2. Il s'agit surtout de données annuelles du Service fédéral des statistiques de l'État russe (Rosstat) sur la famille.

1.1 L'appauvrissement des familles à la suite de la chute de l'URSS

L'effondrement de l'URSS et le passage de la Russie à une économie de marché provoque dans les années 1990 une crise économique qui se traduit par la chute radicale du niveau de vie et l'appauvrissement général de la population (Lefèvre, 2003). Au début des années 1990, la part de la population ayant un revenu inférieur au minimum de subsistance s'élève à environ 34% selon les données du Rosstat³. À titre de comparaison, la proportion de pauvres à la fin de l'URSS (dans les années 1987-1988) s'établit à seulement 2% selon Milanovic (Bertin & Clément, 2008).

Selon Prokofieva & Terskikh (1997), le niveau de pauvreté est en lien avec la spécialisation des territoires : la situation est plus favorable dans les régions où les entreprises de l'industrie extractive prédominent, et, inversement, l'orientation agricole du territoire et la prédominance des entreprises industrielles (industrie légère ou lourde) ont une influence négative sur le niveau de vie des familles.

TABLEAU 1 – Répartition des familles par niveau de vie selon le type de famille en 1992, en %.

Type de famille	Extrême pauvreté	Pauvreté	Revenu moyen	Revenu élevé	Ensemble
Couples sans enfants	7,5	23,8	58,7	10	100
Familles avec enfants de moins de 18 ans, dont :	11,9	25,6	58,9	4,6	100
– Couple avec enfants	8,7	25,6	61,3	4,4	100
– 1 ou 2 enfants	8,2	25,4	61,9	4,5	100
– 3 enfants ou plus	17,3	28,7	51,2	2,8	100
– Familles monoparentales	25,9	27,5	40,7	5,9	100

Source : Prokofieva et Terskikh (1997, p. 1236), citant l'enquête « La famille urbaine en Russie », 1992.

L'appauvrissement touche particulièrement les familles avec enfants, notamment les familles monoparentales et les familles nombreuses (Lefèvre, 2003). En 1992, un quart des familles avec enfants se trouve dans une situation de pauvreté et un quart des familles monoparentales dans une situation

³. Source : Rosstat. URL : <https://rosstat.gov.ru/folder/13397> (consulté le 2 août 2021)

de pauvreté extrême (*voir tableau 1*).

Cette première crise économique est suivie d'une seconde, en 1998, entraînant une forte augmentation des prix des biens et des services (Gouline & Iline, 2005). Fin 1998, le salaire réel ne représente plus que le tiers de ce qu'il était en 1997. La situation des familles, déjà instable, empire donc. Les changements économiques des années 1990 amènent à une transformation de la politique familiale qui se traduit par la mise en place de réformes visant à aider les familles les plus pauvres.

1.2 La transformation de la politique familiale dans les années 1990

La politique familiale mute vers le modèle libéral⁴ en réponse à la deuxième crise économique de 1998. Le gouvernement décide de mieux attribuer les allocations, en les réservant avant tout aux familles les plus pauvres (Lefèvre, 2003). Ainsi, une politique fondée sur le ciblage des prestations sociales est mise en place. D'après la loi « Sur l'aide sociale de l'État », approuvée le 17 juillet 1999 (Douma, 1999), les allocations mensuelles pour enfants sont désormais réservées aux familles ayant un revenu par tête inférieur au minimum de subsistance dont le montant est calculé pour chaque région. Selon les législateurs, cette mesure est censée assurer la redistribution des ressources financières limitées dans l'intérêt des familles avec enfants les plus pauvres. (Elizarov, 2011)

L'idée de rendre les prestations sociales plus sélectives s'est répandue en Europe à partir des années 1980, encouragée notamment par des organismes internationaux comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (l'OCDE) ou la Banque mondiale (Math, 2003). Cependant, selon l'OCDE, la politique du ciblage des aides aux familles en Russie ne constitue pas une réponse appropriée aux transformations sociales dans ce pays car elle incite à la propagation du travail au noir et à la non-déclaration des revenus (Lefèvre, 2003 citant le rapport de l'OCDE intitulé « La crise sociale » publié en 2001). Cette orientation de la politique familiale reste pourtant d'actualité au début des années 2000, lorsque le Président de la Russie, Vladimir Poutine, déclare que les allocations familiales doivent être versées avant tout aux familles vulnérables :

4. Selon Gauthier (2002), le régime libéral se caractérise par le bas niveau de l'aide aux familles, qui se concentre sur les familles nécessiteuses, et la faible intervention dans le développement du système de garde des enfants, en laissant ce rôle aux parents et au secteur privé. À la fin des années 1980, ce régime est principalement présent dans les pays comme l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et la Suisse (Gauthier, 2002).

« La politique sociale sera fondée sur les principes de l'accessibilité universelle et de la qualité acceptable des prestations sociales essentielles. Nous allons aider avant tout les familles qui ont un revenu par tête inférieur au minimum de subsistance. Les enfants de ministres peuvent se passer de l'allocation familiale et les femmes des banquiers des allocations chômage. »

Discours au Parlement du président Vladimir Poutine, 8 juillet 2000.

Le ciblage des familles pauvres s'accompagne d'un désengagement de l'État dans son aide aux familles (Lefèvre, 2005) qui se manifeste notamment par une réduction du nombre de places dans les jardins d'enfants due à leur transition vers un modèle commercial géré par des entreprises privées (Noskova, 2013). Ce non-interventionnisme de l'État vis-à-vis des aspects privés de la vie familiale est officialisé dans le document intitulé « Les orientations principales de la politique familiale » (en russe : *Osnovnye napravlenia gosudarstvennoj semejnoj politiki*) élaboré en 1991 et approuvé en 1996 :

« Principes fondamentaux de la politique familiale de l'État : l'indépendance et l'autonomie de la famille dans la prise de décisions concernant son développement. Les mesures économiques, juridiques et idéologiques de la politique familiale de l'État ne doivent pas réglementer le comportement de la famille, mais contribuer à son développement personnel et offrir la possibilité de choisir les formes de soutien. »

Président de la Fédération de Russie, 1996, arrêté n°712, ch. 3.

La politique familiale russe des années 1990 ne se défait pas pour autant de tous les aspects du modèle social-démocrate⁵. Dans le même document, le gouvernement promeut l'égalité entre les sexes, notamment par « l'extension aux pères du droit aux prestations liées à l'éducation des enfants » :

5. Selon Gauthier (2002), le régime social-démocrate se caractérise par la présence de prestations universelles, de longs congés parentaux, d'une offre importante de mode de garde des enfants et la promotion de l'égalité des sexes. À la fin des années 1980, il est principalement présent dans les pays scandinaves.

« Principes fondamentaux de la politique familiale de l'État : égalité entre les hommes et les femmes pour une répartition plus équitable des responsabilités familiales, ainsi que des possibilités d'épanouissement personnel sur le lieu de travail et dans la vie publique »

Président de la Fédération de Russie, 1996, arrêté n° 712, ch. 3,
article 19/b.

La présence de traits spécifiques au modèle social-démocrate dans la politique familiale amène certains auteurs, dont Chernova (2011) et Gourko (2013), à estimer que celle-ci appartient à un type mixte. Cette analyse montre surtout que la politique familiale post-soviétique se trouve dans une période de transition entre le modèle social-démocrate et le modèle libéral. Alors que, dans les années 1980, la dimension sociale de la politique familiale consiste à réduire les inégalités entre les familles ayant plus ou moins d'enfants, elle vise ensuite à soutenir les familles les plus vulnérables par l'introduction d'un critère de revenu à la fin des années 1990.

Il est important de noter que les traits des modèles libéral et social-démocrate ont une existence essentiellement formelle. Dans les faits, les aides introduites durant cette période sont peu efficaces en raison de la forte inflation. Selon Lefèvre (2005), les allocations familiales sont « en général laminées, et leur existence est devenue de plus en plus symbolique ». En outre, en dépit de l'introduction de nouvelles allocations, la part du soutien aux familles dans le total des dépenses sociales diminue, passant de 77 % en 1991 à 32 % en 2003 (Pailhé et Sinyavskaya, 2009, citant Ovtcharova et Popova, 2005).

En résumé, la politique familiale dans les années 1990 vise à soutenir les familles les plus vulnérables par l'introduction d'un critère d'attribution peu présent sous le régime soviétique. Or, l'introduction de ce critère est décisive pour l'évolution ultérieure de la politique familiale.

2 Une politique nataliste : discours et mesures encourageant à la procréation

Dans le contexte de la crise démographique des années 2000, le gouvernement introduit de nouvelles mesures qui se distinguent par des objectifs explicitement affichés et la mise en place de programmes qui n'ont d'analogie ni dans les pays européens, ni dans le passé soviétique de la Russie. Ces

mesures conduisent à un tournant nataliste de la politique familiale (Rivkin-Fish, 2010; Chernova, 2012). La politique familiale qui se développe en Russie après l'effondrement de l'Union soviétique combine progressivement la dimension sociale des années 1990 et la dimension nataliste des années 2000. En m'appuyant sur les discours présidentiels et les nouvelles mesures, je mets en lumière cette nouvelle dimension nataliste de la politique familiale.

2.1 La crise démographique consécutive à l'effondrement de l'URSS

Au début des années 1990, la Russie entre dans une importante crise démographique. Pour la première fois en temps de paix, l'année 1992 enregistre en Russie plus de décès que de naissances (Avdeev & Monnier, 1994). Cette diminution de la population est due à la conjonction d'une natalité basse et d'une mortalité particulièrement élevée. Sous l'effet de ce double mouvement, on observe un décroissement rapide de la population : entre 1990 et 2000, la Russie perd plus de 6 millions d'habitants⁶.

En 1992, le taux brut de natalité est un des plus faibles jamais observés en Russie : 10,8 (Monnier & De Guibert Lantoine, 1993). L'indice conjoncturel de fécondité (le nombre moyen d'enfants par femme) atteint son point le plus bas en 1999 : 1,2 naissance par femme. Il est resté jusqu'à aujourd'hui en dessous du seuil de remplacement des générations. Cette chute spectaculaire de la natalité dans les années 1990 est imputée à deux phénomènes propres à la Russie : 1) une diminution du nombre de femmes en âge de procréer (20-29 ans) après la faible natalité enregistrée dans la deuxième moitié des années 1960 (Monnier & De Guibert Lantoine, 1993) ; et 2) des mesures natalistes adoptées en 1984 incitant les couples à avoir des enfants plus rapidement, réduisant ainsi l'intervalle entre les naissances sans changer la descendance finale (Zakharov & Ivanova, 1996).

Le deuxième facteur de la crise démographique en Russie est un taux de mortalité élevé, alors qu'après la deuxième guerre mondiale le pays connaît une augmentation considérable de son espérance de vie, qui est passée de 42 ans à 68 ans entre 1926 et 1961⁷, notamment grâce à l'introduction des antibiotiques et de la vaccination à grande échelle et à la réorganisation du système de santé, avec un ralentissement dans le milieu des années 1960 dû à un investissement moindre de l'État dans la baisse générale de la mortalité

6. Ici, le solde migratoire (la différence entre le nombre de départs et le nombre d'arrivées) n'est pas pris en compte. Celui-ci permet de compenser environ un tiers de ces pertes (Russkikh, 2020).

7. Source : Rosstat. URL : <https://rosstat.gov.ru/folder/12781> (consulté le 2 août 2021).

(Vichnevski, 2009). La Russie entre alors dans une crise sanitaire (Raison, 1998) : l'espérance de vie commence à baisser progressivement, à l'exception de quelques hausses temporaires sous les gouvernances de Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine (Lefèvre et Blum, 2006).

Cette tendance s'aggrave dans les années 1990, principalement au sein de la population masculine. Entre 1990 et 1994, l'espérance de vie des hommes passe de 63 ans à 57 ans, et celle des femmes de 74 ans à 71 ans⁸. L'écart entre les hommes et les femmes se creuse donc pour atteindre près de quatorze ans en 1994 et reste encore important aujourd'hui (près de dix ans pour l'année 2020)⁹. Cette surmortalité masculine s'explique avant tout par l'alcoolisme direct (intoxications et empoisonnements à l'alcool frelaté), l'alcoolisme indirect (maladies liées à la surconsommation de l'alcool), et à des causes extérieures (homicides, accidents de travail, accidents de la route, suicides et violences domestiques) (Radvanyi et Laruelle, 2016).

La migration permet de compenser en partie les pertes démographiques de la Russie et représente une source de main-d'œuvre supplémentaire pour l'économie nationale. En effet, après la chute de l'URSS, la Russie devient un pays d'immigration et accueille un flux important de plus de 10 millions de personnes sur son sol entre 1991 et 2003 (Peyrouse, 2007). De 1991 à nos jours, le solde migratoire (c'est-à-dire la différence entre le nombre d'immigrants et le nombre d'émigrants) reste positif. Cependant, le potentiel de « rapatriement » des années 1990 s'épuise, alors que l'immigration économique augmente (Blum, 2013). La Russie ne se montrant pas prête à ouvrir ses frontières afin d'accueillir une migration suffisante pour compenser sa dépopulation, le gouvernement choisit de combattre la crise démographique principalement par des mesures visant à augmenter la natalité (Russkikh, 2020). Selon l'hypothèse de Petcherskaïa (2013), ce choix politique s'explique par le fait qu'à la différence des personnes âgées et des migrants, « les citoyens en âge de procréer représentent pour le gouvernement une ressource plus “prolifère” et “attrayante” en tant que force de travail et future population électorale ».

8. Source : Demoscope. URL : <http://www.demoscope.ru/weekly/> (consulté le 2 août 2021).

9. *Idem.*

2.2 Le tournant nataliste de la politique familiale

Dans son premier discours au Parlement le 8 juillet 2000¹⁰, le Président Vladimir Poutine définit officiellement la situation démographique du pays comme une menace pour la « survie de la nation » :

« Nous, les citoyens de Russie, devenons de moins en moins nombreux année après année. Depuis plusieurs années, la population du pays diminue de 750 000 habitants par an. Et si on en croit les projections, dans quinze ans seulement la Russie perdra 22 millions de ses citoyens. Je vous demande de bien comprendre ce chiffre : c'est 1/7 de la population de notre pays. Si la tendance actuelle reste la même, la survie de toute la nation est en danger. Devenir une nation en décrépitude est un danger qui nous guette réellement. Aujourd'hui, la situation démographique est des plus préoccupantes. »

Discours au Parlement du Président Vladimir Poutine le 8 juillet 2000.

Vladimir Poutine mentionne à nouveau le problème démographique dans ses discours au Parlement de 2003 et 2005. Ces discours ont une fonction uniquement déclarative jusqu'en 2006 (Jarskaja-Smirnova, 2010), date à laquelle le Président propose un véritable programme de stimulation de la natalité et définit une norme reproductrice à deux enfants par femmes :

« Je propose un programme de stimulation de la natalité, c'est-à-dire des mesures de soutien aux jeunes familles et femmes qui décident d'accoucher et d'élever un enfant. Nous devons aujourd'hui tout du moins stimuler ne serait-ce que les deuxièmes naissances. »

Discours au Parlement du Président Vladimir Poutine, 10 mai 2006.

Ce faisant, Vladimir Poutine montre que le gouvernement s'apprête à mobiliser les ressources économiques du pays pour améliorer la situation démographique.

10. Conformément à la Constitution, le président de la Russie s'adresse annuellement à la nation devant le Parlement pour présenter les orientations de la politique intérieure et de la politique extérieure du pays. Le premier discours à la nation est réalisé le 24 février 1994 par le premier Président de la Russie Boris Eltsine.

Le gouvernement associe la baisse de la natalité aux difficultés économiques des familles. Le Président russe souligne que la principale raison qui empêche les femmes de prendre la décision d’avoir un deuxième ou troisième enfant est la situation économique de celles-ci : faibles revenus, conditions de logement précaires, etc. (Discours au Parlement, 2006).

À la suite de ce discours présidentiel, le gouvernement introduit une nouvelle mesure pour inciter les familles à suivre la norme reproductive. Le nouveau programme, nommé « Capital maternel », est mis en place à titre d’expérimentation pour la période 2007-2021. Jusqu’à l’année 2020, il consiste en une somme ponctuelle¹¹ allouée à la naissance du deuxième enfant.

TABLEAU 2 – Le droit au programme du capital maternel en 2021.

483 881 roubles (soit 5 590 euros)	à la naissance du premier enfant, si l’enfant est né après le 1 ^{er} janvier 2020.
+ 155 550 roubles (soit 1 798 euros)	à la naissance du deuxième enfant.
639 431 roubles (soit 7 385 euros)	à la naissance du deuxième enfant, si l’enfant est né après le 1 ^{er} janvier 2020 et s’il n’y avait pas de droit au capital maternel avant.
483 881 roubles (soit 5 590 euros)	à la naissance du deuxième enfant, si l’enfant est né entre le 1 ^{er} janvier 2007 et le 1 ^{er} janvier 2019 et s’il n’y avait pas de droit au capital maternel avant.

Source : site officiel du Fonds de pension de Russie, <https://pfr.gov.ru/grazhdanam/msk/> (consulté le 2 août 2021).

Cette somme augmente au fil des années et représente 639 431 roubles en

11. La somme versée au titre du capital maternel ne peut être utilisée que sous certaines conditions définies par le gouvernement. En effet, le versement du capital maternel est géré par le Fonds de pension de Russie (en russe : *Pensionnyj Fond Rossii*) qui ne débloque la somme que pour cinq usages seulement : 1) l’achat ou l’amélioration des conditions du logement ; 2) l’éducation de l’enfant ; 3) la retraite de la mère ; 4) le financement de services destinés à faciliter l’intégration sociale des enfants handicapés (cet usage est introduit en 2016) ; 5) le versement direct de la somme du capital maternel (cet usage est introduit en 2010 et interrompu en 2016) ; et 6) l’obtention d’un versement mensuel pour les familles à faible revenu jusqu’à ce que l’enfant atteigne l’âge de trois ans (cet usage est introduit en 2018), le montant étant établi par la région de résidence (Fonds de pension de Russie, 2019, p. 1). Par ailleurs, le capital maternel ne peut être obtenu qu’une fois dans la vie. Généralement, la famille doit attendre le troisième anniversaire de l’enfant pour pouvoir l’utiliser. Les seules exceptions sont l’achat ou la construction d’un logement à partir d’un crédit immobilier : dans ces deux cas, la famille éligible peut utiliser le capital aussitôt après la naissance.

2021 (soit environ 7 385 euros). En 2020, Vladimir Poutine propose même de stimuler non seulement les deuxièmes naissances comme c'était le cas jusqu'à présent, mais aussi d'encourager les jeunes couples à avoir leur premier enfant. Désormais, les jeunes parents obtiennent 483 881 roubles (soit 5 590 euros) au titre du capital maternel à la naissance de leur premier enfant, et 155 550 roubles (soit 1 790 euros) à la naissance de leur deuxième enfant (*voir tableau 2*). Les mères sont les principales bénéficiaires de cette allocation, alors que les pères en sont quasiment exclus (Borozdina et al., 2012).

Dans les années 2010, la norme reproductive évolue. Dans son discours au parlement de 2010, le président nouvellement élu, Dmitri Medvedev, définit la norme reproductive autour de trois enfants, et propose de soutenir les familles nombreuses par de nouvelles mesures comme, par exemple, la distribution de lopins de terres :

« Selon les experts, le principal moyen de surmonter la crise démographique est d'augmenter radicalement le nombre de familles avec trois enfants ou plus [...] Par conséquent, je crois qu'il faut créer des mesures pour les familles nombreuses. Dans certaines régions, par exemple (pour autant que je sache, dans la région d'Ivanovo), lorsqu'un troisième enfant naît, on décide d'attribuer un terrain libre pour la construction d'une maison ou d'une maison de vacances. C'est une mesure très correcte et un exemple pour d'autres territoires. »

Discours au Parlement du Président Dmitri Medvedev, 30 novembre 2010.

En outre, Dmitri Medvedev incite les régions à développer leurs propres mesures pour soutenir les familles nombreuses. À partir de 2011, un dispositif régional de politique familiale, semblable au capital maternel, est mis en place dans la majorité des régions de Russie¹². Les conditions d'utilisation recoupent en grande partie celles du capital maternel fédéral et d'autres plus spécifiques (ex. : l'achat d'un véhicule en république de Bouriatie, les dépenses de santé des enfants dans l'oblast de Tomsk ou encore l'achat de matériel agricole en république de Sakha-Iakoutie). Les régions définissent elles-mêmes le montant du capital maternel régional. Celui-ci varie en 2021 entre 63 000 roubles (ex. : république des Maris) et 483 881 roubles (ex. : district autonome de Nénétsie) selon les régions (soit entre 570 euros et 5 600

12. À l'exception de Moscou et des républiques de Bachkirie, du Daghestan, d'Ingouchie, du Tatarstan, d'Oudmourtie, de Tchétchénie, de Crimée, et de la région de Penza.

euros environ). Cette variation semble dépendre davantage de la situation économique des régions que de leur situation démographique (Prokofieva & Rybaltchenko, 2013). Étant donné que le nombre d'enfants conditionnant l'attribution dans les régions est toujours supérieur ou égal à celui appliqué au niveau fédéral (un ou deux enfants)¹³, les capitaux maternels régionaux peuvent être définis comme des prolongements du capital maternel fédéral. Ils sont mis en place afin de soutenir les familles correspondant à la norme reproductive de trois enfants.

En résumé, la crise démographique des années 1990 a une influence importante sur la direction de la politique familiale en Russie. Alors que la politique familiale des années 1990 ne se fondait sur aucun nombre prérequis d'enfants, le tournant de 2007 introduit un critère quantitatif quant à la structure de la famille des ayants droit. Les mesures revêtent une dimension incitative (et non plus seulement une dimension sociale) en n'accordant d'allocation qu'aux familles ayant un certain nombre d'enfants. Dans la partie suivante, je montre que ce changement ouvre la porte à une évolution de la politique familiale que l'on peut qualifier de « traditionaliste » : après l'introduction de critères *quantitatifs*, l'année 2014 voit apparaître des critères *qualitatifs* quant à l'organisation de la famille des ayants droit.

3 Une politique traditionaliste

Alors que la politique familiale adopte une dimension nataliste depuis les années 2000, l'État, dès 2010, accompagne les incitations économiques de sa politique familiale d'une campagne valorisant un modèle familial explicitement défini comme « traditionnel ». Le gouvernement définit comme « traditionnelles » les familles se distinguant par le mariage hétérosexuel et le nombre d'enfants. Cette définition, explicitement formulée dans la documentation officielle, intervient dans le cadre d'une politique de valorisation.

3.1 La définition de la famille « traditionnelle »

En 2012, le gouvernement établit une « Stratégie nationale d'action pour les enfants pour la période 2012-2017 » (en russe : *Nacional'naja strategija dejstvuj v interesah detej na 2012-2017 gody*; Président de la Fédération de Russie, 2012) et demande aux ministères du Travail, de l'Éducation, de la

13. Les exceptions sont la région de Magadan où les jeunes mères de moins de vingt-cinq ans peuvent bénéficier du capital maternel régional dès la naissance de leur premier enfant et le district autonome de Nénétsie où toutes les jeunes mères peuvent bénéficier du capital maternel régional dès la naissance de leur premier enfant.

Santé et de l'Intérieur d'élaborer pour l'année 2014 un document officiel présentant les principales orientations de la politique familiale. En 2013, avec la participation de représentants de l'Église¹⁴, une ébauche est élaborée par le Comité de la Douma d'État spécialisée dans les affaires familiales (en russe : *Komitet Gosudarstvennoj Dumy po voprosam sem'i, ženšin i detej*)¹⁵. Cette dernière, intitulée « Projet public pour une conception de la politique familiale d'État à l'horizon 2025 » (en russe : *Koncepcija gosudarstvennoj semejnoj politiki Rossijskoj Federacii na period do 2025 goda [obšestvennyj proekt]*), a pour but de devenir une base pour la « Conception de la politique familiale d'État à l'horizon 2025 ».

L'intérêt de l'étude de cette « Conception » et des documents qui ont participé à sa préparation réside dans le fait qu'une définition de la notion de « famille traditionnelle » y apparaît explicitement. En effet, l'objectif principal annoncé dans le document est de renforcer l'institution familiale et de favoriser l'essor des valeurs familiales qualifiées de « traditionnelles » telles que le mariage, la fertilité et la cohabitation intergénérationnelle :

« Les valeurs familiales traditionnelles dans le cadre de cette “Conception” incluent les valeurs du mariage, entendu uniquement comme une union entre un homme et une femme fondée sur l'enregistrement auprès des autorités de l'état civil ou accompli conformément aux traditions religieuses qui sont partie intégrante du patrimoine historique des peuples de la Fédération de Russie, conclu par les époux en vue de poursuivre leur filiation, leur naissance et l'éducation de trois enfants ou plus [...] Dans la culture traditionnelle russe, le principal type de famille était une grande famille multigénérationnelle, dans laquelle plusieurs générations de parents vivaient ensemble, dont l'un était le chef de famille. »

Comité de la Douma d'État, 2013, ch. 1, sections 4-6.

14. La liste de ses représentants est citée dans le livre *Politique familiale de la Russie : recueil des matériels* (p. 62), écrit par le « Comité de la Douma d'État spécialisée dans les affaires familiales ».

15. Dans son Bulletin d'information pour l'année 2018 (p. 4), le « Comité de la Douma d'État spécialisée dans les affaires familiales » décrit ses activités de la manière suivante : « Les activités du Comité visent à mettre en place un appui législatif pour une politique familiale et démographique efficace, à renforcer l'institution de la famille en tant que fondement de la société russe, à préserver les valeurs familiales traditionnelles, à assurer une enfance prospère et protégée, et à renforcer le rôle social de la famille dans la vie de la société. »

En mettant la fertilité au centre de la notion de famille «traditionnelle», ce document préparatoire établit un lien de cohérence entre la problématique démographique de l'époque, qui amène à la définition de la norme reproductive présentée dans la partie précédente, et la valorisation de la famille nombreuse comme valeur traditionnelle.

Le « Projet public pour une conception de la politique familiale » de 2013 constitue une tentative de création d'une vision élaborée des valeurs familiales traditionnelles en les présentant comme la base légitime de la vie de la famille russe et de l'État (Petcherskaïa, 2013). Ainsi, il est possible de donner une définition de la « famille traditionnelle » en tant que modèle normatif excluant les autres types d'unions :

« Définition de la famille « traditionnelle » (2013) :
La famille « traditionnelle » est une famille nombreuse fondée sur le mariage hétérosexuel (civil ou religieux) et la cohabitation intergénérationnelle »

Les auteurs justifient également la généralisation du mariage en émettant implicitement l'hypothèse selon laquelle celui-ci est un facteur influençant le comportement reproductif :

« Le mariage influe sur la décision d'une femme d'avoir un deuxième enfant ou un enfant supplémentaire. L'indice synthétique de fécondité des femmes mariées est supérieur à celui de leurs homologues non mariées, notamment de 10 % dans la tranche d'âge des 25-29 ans, de 18 % dans celle des 30-34 ans, de 17 % dans celle des 35-39 ans et de 20 % dans celle des 40 et plus. »

« Projet public pour une conception de la politique familiale »,
2013, ch. 2, section 8.

Dans ces conditions, le mariage religieux remplit les mêmes fonctions que le mariage civil en tant que paramètre qualitatif ayant une influence supposée sur la fertilité du couple.

Le « Projet public pour une conception de la politique familiale » propose même que le mariage religieux puisse être contracté avant le mariage civil :

« Le renforcement de l'institution du mariage, la réduction du nombre des divorces, en particulier des divorces de conjoints ayant

des enfants mineurs, et de la naissance d'enfants hors mariage passent par l'amélioration des dispositions du droit de la famille relatives au mariage, notamment l'attribution d'un certificat de mariage religieux comme base pour l'enregistrement du mariage à l'état civil et la délivrance du certificat de mariage de l'état civil »

« Projet public pour une conception de la politique familiale »,
2013, ch. 3, section 5.

Ainsi, le Projet confère au mariage religieux une valeur juridique telle que celui-ci peut être validé par l'état civil sur présentation d'un certificat délivré par l'Église (*voir aussi* Pecherskaïa, 2013).

Mis en ligne en 2013, le « Projet public pour une conception de la politique familiale » de 2013 est critiqué par de nombreux journalistes et chercheurs, parmi lesquels Pecherskaïa (2013), Gurko (2013), et Kourilsky-Augeven (2015, 2018). Pecherskaïa (2013) argue que la valorisation du modèle « traditionnel » fondé sur les valeurs orthodoxes enfreint le droit de vivre conformément à ses propres convictions de l'article 2 de la Constitution russe ainsi que le principe de laïcité inscrit dans l'article 14. Le ministère du Travail, en charge de l'élaboration du texte, prend en compte ces critiques et retire toute référence à la religion dans la « Conception de la politique familiale d'État à l'horizon 2025 ».

À la différence du « Projet public pour une conception de la politique familiale » de 2013, la « Conception de la politique familiale » de 2014 reconnaît tous les schémas familiaux en renonçant à la notion de « famille incomplète » :

« Les mesures prévues dans la “Conception” sont définies en relation avec les fonctions socialement significatives de la famille que sont la naissance, l'éducation, et la socialisation des enfants, ainsi que la participation des familles aux activités économiques de l'État, la préservation de la santé physique, psychologique et émotionnelle de ses membres, ainsi que le développement spirituel des membres de la famille et de la société tout entière, et la préservation des valeurs familiales traditionnelles. Ces mesures s'appliquent à toutes les familles, quels que soient leur composition, leur statut socio-économique et leur statut social. »

« Conception de la politique familiale », 2014, ch. 2.

Bien que ce nouveau texte semble faire abstraction de toute dimension religieuse, le gouvernement continue à promouvoir des valeurs qualifiées de « traditionnelles » telles que le mariage hétérosexuel et la procréation :

« Les priorités de la politique familiale de l'État à l'heure actuelle sont l'établissement de valeurs familiales et d'un mode de vie familial traditionnel [...] Les valeurs familiales traditionnelles proclamées par la « Conception » comprennent les valeurs du mariage, entendu comme l'union d'un homme et d'une femme, fondé sur l'enregistrement à l'état civil et conclu dans le but de créer une famille. »

« Conception de la politique familiale », 2014, ch. 2.

Contrairement au texte préparatoire présenté en 2013, seul le mariage à l'état civil y est reconnu. Ainsi, la « Conception de la politique familiale » de 2014 redéfinit la famille « traditionnelle » à partir des critères suivants :

« **Définition de la famille « traditionnelle » (2014)** : La famille « traditionnelle » est une famille nombreuse fondée sur le mariage hétérosexuel (nécessairement civil) et les liens intergénérationnels. »

En somme, la famille fondée sur des valeurs « traditionnelles » reste largement valorisée. Cette analyse est également confortée par l'étude des actions gouvernementales se déployant selon trois axes : 1) la mise en place de campagnes médiatiques ; 2) la décoration des familles modèles ; et 3) l'organisation de concours « Famille de l'année ».

3.2 La valorisation de la famille « traditionnelle »

L'aspect traditionaliste de la politique familiale est concrétisé par les campagnes médiatiques financées par le gouvernement. Selon le « Rapport du ministère du Travail de 2016 » concernant l'application de la « Conception de la politique familiale », le ministère de la Santé diffuse 7 communiqués de presse, 16 reportages télévisés, et plus de 300 publications dans les médias pour promouvoir les valeurs familiales traditionnelles pendant l'année 2016. En outre, avec le soutien financier de l'État, 190 films, dont la plupart traite de la réussite familiale, sont sélectionnés par le ministère de la Culture en vue d'être diffusés sur les chaînes fédérales.

Par ailleurs, lors de son discours au Parlement de 2010, le Président Dmitri Medvedev valorise les campagnes médiatiques réalisées par le Fonds pour la protection de la famille, de la maternité et de l'enfance (en russe : Blagotvoritel'nyj fond zašity sem'i, materinstva i detstva), et ayant pour but de mettre en valeur les troisièmes naissances¹⁶ :

« Il n'y a pas si longtemps, j'ai vu sur internet des informations sur une campagne sociale intéressante dans le territoire de l'Altaï. Une idée simple, mais, à mon avis, très agréable, est de dire lesquelles de nos célébrités, qui font la gloire des citoyens russes, sont nées comme troisième enfant de leur famille. Parmi eux Nikolaï Nekrassov, Anton Tchekhov, Youri Gagarine, Anna Akhmatova. Sans ces grandes personnes, sans leur créativité et leurs réalisations, le monde serait un endroit différent, l'humanité serait moralement et culturellement appauvrie. »

Discours au parlement du Président de la Russie Dmitri Medvedev, 30 novembre 2010.

La promotion de la famille « traditionnelle » passe également par la décoration des familles exemplaires. En 2008, le président russe Dmitri Medvedev relance l'ordre « Gloire maternelle », qui existait sous l'URSS, et l'accorde non seulement aux mères mais aux familles entières en le rebaptisant « Gloire parentale » (Président de la Fédération de Russie, 2008). Cette décoration, destinée aux familles ayant au moins sept enfants, est accompagnée d'une prime d'un montant de 100 milles roubles (soit environ 1 400 euros). Dans le même esprit, le gouvernement introduit en 2010 la « Médaille de l'Ordre de la Gloire parentale » (Arrêté n 1099, 2010) afin de récompenser les familles de plus de quatre enfants. En comparaison avec les décorations soviétiques qui n'étaient attribuées que sur le critère du nombre d'enfants (ex. : Ordre « Mère héroïque » à partir de 10 enfants), les décorations d'aujourd'hui sont accordées à des citoyens devant répondre à des critères non seulement quantitatifs mais aussi qualitatifs (Kokourina, 2011). En effet, la famille doit correspondre à une série de caractéristiques (ex. : être marié, assurer un niveau approprié de développement physique, spirituel et moral aux enfants, entre autres) afin d'être retenue¹⁷.

16. Les affiches des campagnes médiatiques réalisées par le Fonds pour la protection de la famille, de la maternité et de l'enfance sont disponibles sur le site officiel du Fonds : <https://semyarussia.ru/soczialnaya-reklama/seriya-oni-rodilis-tretimi.html> (consulté le 2 août 2021).

17. Une liste de critères pour être décoré de l'Ordre «Gloire parentale» ou de la «Médaille

Certaines initiatives civiles participent à la valorisation des familles qui correspondent au modèle traditionnel prôné par l'État. Par exemple, le Fonds des initiatives sociales et culturelles (en russe : *Fond social'no-kul'turnyh iniciativ*), créé en 2008 et présidé par Svetlana Medvedeva (épouse du Premier ministre Dmitri Medvedev), se donne pour objectif d'améliorer la situation démographique du pays en mettant en place des campagnes de communication en faveur des valeurs traditionnelles telles que le mariage et la procréation. Dès sa création, ce Fonds popularise au niveau fédéral la fête du « Jour de la famille, de l'amour et de la fidélité » (en russe : *Den'sem'i, lyubvi i vernosti*) célébrée dans les années 1990 par les habitants de Mourom¹⁸ et officialisée par la maire de Mourom, Valentina Katchevan, dans les années 2000. Le gouvernement s'investit également dans l'organisation de cette fête aux niveaux régional et fédéral. À cette occasion, les gouverneurs de chaque région font un discours d'ouverture, et le Premier ministre Dmitri Medvedev se rend à Mourom, où les célébrations sont retransmises en direct sur la principale chaîne fédérale, *Pervyj Kanal*. Cette célébration publique du « Jour de la famille, de l'amour et de la fidélité » vise à propager l'image de la famille idéale fondée sur le mariage hétérosexuel, la fidélité et la présence de plusieurs enfants (Doukhanova, 2018). Selon Khasboulatova (2011), la création de nouvelles fêtes comme le « Jour de l'amour et de la fidélité » « vise à introduire dans la conscience des masses les valeurs de l'amour, de la loyauté, des familles fortes et nombreuses ».

Enfin, dans le cadre de cette campagne de valorisation du modèle familial traditionnel, on observe à partir de 2009 l'émergence de concours de familles modèles organisés dans différentes régions de Russie. Ces concours, conçus, organisés et financés par les instances régionales de la politique familiale, font partie des instruments permettant de mettre en œuvre cette dernière.

En 2016, le gouvernement met en place par ordonnance (Gouvernement de la Fédération de la Russie, 2015) un concours de la famille modèle, intitulé « Famille de l'année », au niveau national. Ce concours, dont le projet est mentionné dans la « Conception de la politique familiale » de 2014, est organisé une fois par an depuis 2016 par le ministère du Travail et l'organisme d'État appelé Fonds pour le soutien des enfants en difficulté (en russe : *Fond podderžki detej, nahodjašihsja v trudnoj žiznennoj situacii*). Son objectif est de « promouvoir le prestige de la vie familiale, des valeurs familiales et de la parenté responsable » (Décret du concours national « Famille de l'année 2019 »). Ce document impose aux familles candidates d'être mariées et d'avoir des

de l'Ordre de la Gloire parentale» est disponible sur le site officiel des décorations de la Fédération de Russie, <http://award.gov.ru> consulté le 1er août 2021).

18. Mourom est une ville de l'oblast de Vladimir et se situe à environ 270 km à l'est de Moscou.



IMAGE 1 – La famille Murtazine, lauréate du concours régional « Famille de l'année » de la République du Tatarstan en 2017.

enfants, promouvant ainsi la famille « traditionnelle » telle qu'elle est définie dans la « Conception de la politique familiale ».

Les concours permettent de sélectionner des familles correspondant aux critères du modèle promu par la politique familiale. Le portrait de la famille Vassilkov publié dans le livre d'honneur « Famille de l'année 2019 »¹⁹, en est une illustration :

« La famille Vassilkov de l'oblast d'Irkoutsk, lauréate de la catégorie "Famille nombreuse" du concours fédéral "Famille de l'année" en 2019 :

Les Vassilkov font le compte à rebours de leurs chroniques familiales à partir de la date de leur mariage religieux en août 2007. Aleksej est né au sein d'une famille nombreuse et amicale, riche en traditions. Taisija a également grandi dans une famille avec de nombreux enfants, dans laquelle on croyait que plus les enfants rient, plus le bonheur familial est fort. Les conjoints élèvent

19. Un livre d'honneur constitué des portraits de toutes les familles lauréates est publié chaque année par le Fonds pour le soutien des enfants en difficulté.

six enfants. Le premier fils est né en 2002, en 2008 une fille est née. Papa Aleksej, qui a osé assister à sa naissance, est convaincu qu'être parent est une grande responsabilité. Un enfant représente un don de Dieu selon lui. Il est le sens de la vie humaine. En 2011, un fils était attendu, mais c'est une fille Darija qui est née. Et en 2014, la famille a connu une double joie : la naissance des jumelles Ksenija et Pelageja. Puis, en 2017, leur plus jeune fils Demjan est né. »

« Famille de l'année », 2019, p. 123.

L'importance des valeurs traditionnelles dans la nouvelle politique de l'État est telle que la définition exclusivement hétérosexuelle du mariage est introduite dans la nouvelle Constitution du 4 juillet 2020, à côté de la procréation et de la solidarité intergénérationnelle qui forment les piliers du modèle « traditionnel » promu par l'État :

« g.1) la protection de la famille, de la maternité, de la paternité et de l'enfance ; la protection de l'institution du mariage en tant qu'union d'un homme et d'une femme ; la création de conditions permettant d'élever dignement les enfants dans la famille et de faire en sorte que les enfants adultes exercent leur devoir de soins à l'égard de leurs parents. »

Amendement à la « Constitution de la Fédération de Russie » du 4 juillet 2020.

La définition exclusivement hétérosexuelle du mariage dans la nouvelle Constitution est présentée alors comme un moyen de « sauvegarde » des valeurs traditionnelles, possiblement en opposition à un Occident où le mariage homosexuel est progressivement légalisé dans la majorité des pays membres de l'Union européenne²⁰ et dont l'influence des idées progressistes dans les domaines politique et culturel est perçue comme une menace. En 2013, le Président russe Vladimir Poutine déclare lors du sommet de Valdaï que la Russie, contrairement aux pays occidentaux, protège les valeurs traditionnelles de son pays et se positionne ainsi contre les unions du même sexe :

20. En 2021, 16 pays européens reconnaissent le mariage homosexuel (les Pays-Bas depuis 2001, la Belgique en 2003, l'Espagne en 2005, la Norvège et la Suède en 2009, le Portugal et l'Islande en 2010, le Danemark en 2012, la France en 2013, la Grande-Bretagne en 2013-2014, le Luxembourg et l'Irlande en 2015, la Finlande, Malte et l'Allemagne en 2017, l'Autriche en 2019. Source : [Source : \[https://fr.wikipedia.org/wiki/Mariage_homosexuel#Europe\]\(https://fr.wikipedia.org/wiki/Mariage_homosexuel#Europe\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mariage_homosexuel#Europe) (consulté le 2 août 2021).

« Nous pouvons voir comment de nombreux pays euroatlantiques se sont éloignés de leurs racines, dont les valeurs chrétiennes, qui constituent la base de la civilisation occidentale. Ils nient les principes moraux et toute identité traditionnelle : nationale, culturelle, religieuse ou même sexuelle. Ils mettent en place des politiques qui mettent à égalité des familles nombreuses et des familles homoparentales, la foi en Dieu et la foi en Satan [...] Je suis convaincu qu'il s'agit là d'une voie directe vers la dégradation et le primitivisme aboutissant à une profonde crise démographique et morale. Qu'indique cette crise morale, si ce n'est la perte de la capacité à se reproduire ? Aujourd'hui, presque aucun pays développé n'est capable d'assurer le renouvellement de sa population, même avec l'aide des flux migratoires. »

Discours au sommet de Valdaï du Président Vladimir Poutine, 19 septembre 2013.

Selon Radvanyi & Laruelle (2016), ce positionnement de la Russie «lui permet de se construire une nouvelle image internationale, celle de héraut des valeurs conservatrices, dernière protectrice de l'héritage chrétien de l'Europe».

En résumé, en plus de promouvoir la fécondité, l'État cherche à valoriser un modèle normatif de la famille ouvertement qualifié de « traditionnel » et fondé sur des paramètres qualitatifs tels que le mariage hétérosexuel et la cohabitation intergénérationnelle. Cette valorisation passe non seulement par les mesures à visée nataliste mais également par des campagnes médiatiques financées par l'État.

Conclusion

Dans le contexte de la crise économique des années 1990, la limite des ressources du pays amène le gouvernement à renoncer en partie au principe d'universalité de la politique familiale soviétique en privilégiant les familles vulnérables par l'introduction d'un critère d'attribution des prestations sociales fondé sur le revenu. À partir des années 2000, ce critère d'attribution mute afin de faire face à la problématique démographique : d'une condition de ressources, il évolue vers une condition sur le nombre d'enfants. En effet, par le biais de versements ponctuels, le gouvernement incite les femmes à suivre une norme reproductive autour de deux enfants, quels que soient leur

revenu ou catégorie socio-professionnelle. Enfin, ce critère d'attribution basé sur la structure de la famille revêt des aspects plus qualitatifs dans les années 2010, dans la mesure où l'État s'engage dans une campagne valorisant une représentation de la famille portée par l'Église et comprenant le paramètre de famille nombreuse ainsi que des aspects moins directement liés à la problématique démographique, tels que le mariage hétérosexuel.

Ainsi, après l'effondrement de l'Union soviétique, la politique familiale russe combine progressivement trois dimensions : la dimension sociale des années 1990, la dimension nataliste des années 2000 et la dimension traditionaliste des années 2010. L'évolution du programme du capital maternel et les concours de familles modèles illustrent la manière dont la politique familiale finit par combiner ces trois aspects. L'attribution d'une même somme à toutes les jeunes mères de deux enfants ou plus (puis à toutes les jeunes mères ayant un enfant à partir de l'année 2020) illustre la dimension nataliste de cette politique, tandis que l'encadrement de l'utilisation de cette somme, notamment pour l'amélioration des conditions de logement, relève de son aspect social²¹. La dimension traditionaliste est illustrée par la centralisation progressive de concours de la famille modèle conçus, financés et organisés par les différentes institutions de politique familiale au niveau régional. Cette standardisation aboutit de fait à la valorisation d'un modèle familial unique sur l'ensemble du territoire de la Russie.

Références

- Avdeev, A. & Monnier, A. (1994). À la découverte de la fécondité russe contemporaine. *Population (French Edition)*, 49(4/5), 859–901.
- Bertin, A. & Clément, M. (2008). Pauvreté, pénurie et transition en Russie : de l'économie soviétique à l'économie de marché. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 39(1), 179–202.
- Blum, A. (2013). La Russie, grand pays d'immigration. Un scénario démographique probable. *Revue internationale et stratégique*, 4, 75–85.

21. La dimension sociale se renforce dans le contexte de la pandémie de la Covid. Par exemple, depuis 2020, les familles ayant des enfants nés entre le 1er avril 2017 et le 30 juin 2020 ont droit à un paiement mensuel de 5 000 roubles (soit 57 euros) par enfant ; les familles ayant des enfants âgés de 3 à 16 ans peuvent prétendre à un versement unique de 10 000 roubles (soit 116 euros) par enfant. Source : portail des services publics de la Fédération de Russie, https://www.gosuslugi.ru/help/news/2020_04_15_coronavirus_benefits (consulté le 2 août 2021).

- Borozdina, E., Zdravomyslova, E., & Temkina, A. (2012). Kak rasporjadit'sja «materinskim kapitalom» ili graždane v semejnoj politike [Comment utiliser le "capital maternel" ou les citoyens dans la politique familiale]. *Sociologičeskie issledovanija*, 7, 108–117.
- Chernova, J. (2011). Semejnaja politika v sovremennoj Rossii : "pjatyj nacproekt" [La politique familiale en Russie : "le cinquième projet national"]. *Južno-rossijskij žurnal social'nyh nauk*, (2), 100–112.
- Chernova, J. (2012). New pronatalism? : family policy in post-soviet Russia [Le nouveau pronatalisme? : la politique familiale dans la Russie post-soviétique]. *Regional Studies of Russia, Eastern Europe, and Central Asia*, 1(1), 75–92.
- Damon, J. (2006). *Les politiques familiales* (Que sais-je ed.). Paris : PUF.
- Damon, J. (2007). Les politiques familiales en enjeux. In *Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales.*, Le lien social (pp. 241–265). Paris : Presses Universitaires de France.
- Doukhanova, D. (2018). Petr i Fevronija i Den' sem'i, ljubvi i vernosti : pronatalizm i nestabil'nyj gendernyj porjadok v sovremennoj Rossii [Peter et Fevronia et la Jour de la famille, de l'amour et de la fidélité : le pro-natalisme et l'ordre instable des sexes dans la Russie moderne]. *Gosudarstvo, religija, cerkov' v Rossii i za rubežom*, 36(2), 194–220.
- Elizarov, V. (2011). Demografičeskie i èkonomičeskie aspekty podderžki semej s det'mi [Les aspects démographiques et économiques du soutien aux familles avec enfants]. *Uroven' Žizni Naselenija Regionov Rossii*, 8(162), 78–92.
- Fagnani, J. (1993). Bref aperçu sur les systèmes de protection sociale de la famille en Europe. Enjeux, contraintes et nouveaux arbitrages. *Solidarité santé – Études statistiques*, 4, 87–97.
- Gauthier, A. (2002). Les politiques familiales dans les pays industrialisés : y a-t-il convergence? *Population*, 57(3), 457–484.
- Gouline, K. & Iline, V. (2005). Le niveau de vie en Russie 1991-2004. *Le Courrier des pays de l'Est*, 1051(5), 42–56.
- Gourko, T. (2013). « O Konceptii gosudarstvennoj semejnoj politiki Rossijskoj Federacii na period do 2025 goda : èkspertnaja ocenka [La Conception de la politique familiale de la Fédération de Russie jusqu'à l'année 2025 :

- une expertise] ». Sociologičeskaja nauka i social'naja praktika (3) : 33-52. *Sociologičeskaja nauka i social'naja praktika*, (3), 33–52.
- Khasboulatova, O. A. (2011). Realii rossijskoj gendernoj politiki v XXI stoletii [Les réalités de la politique russe en matière de genre au XXI siècle]. *Ženšina v rossijskom obšestve*, (3), 4–12.
- Kokourina, O. (2011). Poošrenija i nagrody v kontekste rešenija demografičeskikh problem v Rossii [Incitations et récompenses dans le contexte des problèmes démographiques en Russie]. *Sociologija vlasti*, (5), 183–191.
- Kourilsky-Augeven, C. (2015). L'ambigüité des modèles d'égalité des genres en Russie : famille, droit et idéologie. *Droit et cultures. Revue internationale interdisciplinaire*, (69), 127–153.
- Kourilsky-Augeven, C. (2018). Le rôle du droit russe dans la protection de l'individu. Au-delà d'une idéologie d'anathème à l'encontre de l'étranger porteur de dégénérescence, le droit russe retrouve son rôle de protection de l'individu. *Droit et cultures. Revue internationale interdisciplinaire*, (76), 85–103.
- Lefèvre, C. (2003). Enfance, famille et institutions en Russie au cours des années 1990 : un aperçu des évolutions récentes. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 34(2), 83–108.
- Lefèvre, C. (2005). Peut-on parler de politique familiale à l'Est ? *Informations sociales*, 124(4), 6–14.
- Martin, C. (1999). Comparer les questions familiales en Europe. *Revue des politiques sociales et familiales*, 55(1), 21–32.
- Math, A. (2003). Cibler les prestations sociales et familiales en fonction des ressources. Éléments de comparaison européenne - IRES. *Revue de l'IRES*, (41), 3–57.
- Monnier, A. & De Guibert Lantoine, C. (1993). La conjoncture démographique : l'Europe et les pays développés d'outre-mer. *Population*, 48(4), 1043–1067.
- Noskova, A. (2013). Èvoljucija gosudarstvennoj semejnoj politiki v Rossii : ot sovetskih k sovremennym modeljam [L'évolution de la politique familiale de l'Etat en Russie : des modèles soviétiques aux modèles modernes]. *Vestnik MGIMO Universiteta*, (6 (33)), 155–159.

- Petcherskaïa, N. (2013). Perspektivy rossijskoj semejnoj politiki : prinuždenie k tradicii [Perspectives de la politique familiale russe : la contrainte à la tradition]. *Žurnal sociologii i social'noj antropologii*, 16(4), 94–105.
- Peyrouse, S. (2007). Les flux migratoires des Russes entre Asie centrale et Russie. *Espace populations sociétés*, 2007(1), 47–57.
- Prokofieva, L. & Rybaltchenko, S. (2013). Podderžka sem'i, materinstva i detstva v regionax Rossii [Le soutien à la famille, la maternité et l'enfance dans les régions de la Russie]. *Narodonaselenie*, 4, 18–28.
- Prokofieva, L. & Terskikh, L. (1997). Niveau de vie et structure de la famille en période de transformation sociale : la Russie des années 1990. *Population*, 52(5), 1234–1246.
- Radvanyi, J. & Laruelle, M. (2016). *La Russie, entre peurs et défis*. Paris : Armand Colin.
- Raison, C. (1998). Régionalisation et crise sanitaire en Russie. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 29(3), 207–239.
- Rivkin-Fish, M. (2010). Pronatalism, gender politics, and the renewal of family support in Russia : Toward a feminist anthropology of “maternity capital”. *Slavic review*, 69(3), 701–724.
- Russkikh, S. (2020). Les enjeux de la « crise démographique » en Russie. *Cites*, 82(2), 71–86.
- Vichnevski, A. (2009). Les enjeux de la crise démographique en Russie. *Russie.Nei.Visions*, 41, 3–27.
- Zakharov, S. & Ivanova, E. (1996). Fertility decline and recent changes in Russia : On the threshold of the second demographic transition. In *Russia's demographic crisis*, (pp. 36–83)., RAND, Santa monica.